



14-05-2013

Ne les laissons pas faire

L'Europe dont Hollande est un dirigeant éminent vient d'accorder au gouvernement un délai de deux ans supplémentaires pour atteindre le retour à moins de 3% des déficits publics. Les conditions de cet « accord » sont féroces. **L'Europe vient d'exiger de notre peuple une accélération rapide de toutes ces fameuses « réformes » qui sont en cours dans notre pays.**

La loi ANI préparée en commun par le MEDEF, la CFDT et le gouvernement socialiste, cette loi qui fait voler en éclat le code du travail a été adoptée à l'Assemblée Nationale par les députés socialistes et par la droite qui s'est abstenue, on comprend pourquoi. Ce mardi 16 mai le Sénat l'a également adopté à son tour comme prévu.

Ainsi au Parlement, socialistes, droite, ont fait passer ensemble une loi qui permet d'imposer la flexibilité, de réduire les salaires, d'accélérer les licenciements, de détruire les garanties collectives, de placer encore plus les salariés sous la coupe directe de leurs patrons, une loi qui prive les représentants du personnel de moyens d'intervenir contre les employeurs Patronat, droite, socialistes, MEDEF, CFDT... ils ont organisé ensemble ce mauvais coup contre les travailleurs et le peuple.

Les mêmes préparent ensemble, une nouvelle « réforme » des retraites brutalement dirigée contre les salariés et les retraités. Hollande et ses habituels « partenaires sociaux » en particulier le grand patronat, veulent aller plus vite et faire adopter une loi par le Parlement dès la rentrée de Septembre.

Jeudi 16, l'Assemblée nationale discutera d'une proposition de loi portant sur l'amnistie concernant l'action sociale de celles et ceux qui luttent pour la défense de leur emploi, contre la casse de leur outil de travail. Le gouvernement a pris position contre cette loi, contre les salariés et une fois de plus pour le patronat.

Ne les laissons pas faire.

www.sitecommunistes.org